

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 4 MARS 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/148		
CONTRAT DE QUASI-REGIE AVEC LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE "TOULON METROPOLE EVENEMENTS ET CONGRES " POUR L'ANNEE 2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/148

BUREAU DU 4 MARS 2024

**O B J E T : CONTRAT DE QUASI-REGIE AVEC LA SOCIETE
PUBLIQUE LOCALE "TOULON METROPOLE
EVENEMENTS ET CONGRES " POUR L'ANNEE 2024 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le Code de la Commande Publique et notamment son article L 2511-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°22/03/046 du 24 mars 2022 portant création de la SPL « Toulon Métropole Evènements et Congrès » et approbation des statuts,

VU le projet de contrat 2024 ci-annexé,

CONSIDERANT que la Métropole TPM et la ville de Toulon ont approuvé la création et les statuts d'une société publique locale dénommée « Toulon Métropole Evènements et Congrès » ayant pour objet la réalisation, pour le compte de ses actionnaires (la Métropole TPM et la ville de Toulon), de missions d'intérêt général en matière culturelle et de promotion du territoire et, notamment, l'organisation d'évènements dans le cadre de manifestations économiques culturelles ou sportives,

CONSIDERANT que la Métropole TPM entend déployer un programme d'activités importants et développer l'attractivité de son territoire à travers, notamment, le bureau des tournages,

CONSIDERANT que pour mener à bien son projet, la Métropole entend s'appuyer sur la SPL Toulon Métropole Evènements et Congrès dans le cadre d'un contrat de quasi-régie répondant aux conditions de l'article L 2511-1 du Code de la Commande Publique,

CONSIDERANT que la Métropole entend confier à cette SPL la mission la plus large pour réaliser l'ensemble des missions prévues dans le projet de contrat ci-annexé avec, en contrepartie, la prise en charge de ses obligations de service public estimées à un montant maximal de 566 297 € TTC,

Et après en avoir délibéré

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER le président à signer le contrat 2024 ci-annexé avec la SPL Toulon Métropole Evènements et Congrès.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont disponibles sur le Budget Principal 2024 de la Métropole, opération budgétaire 22316, nomenclature fonctionnelle 633, article budgétaire 611.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 4 mars 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 12
CONTRE 0
ABSTENTION 0

Elus ne prenant pas part au vote :

Monsieur Ange MUSSO, Monsieur Hervé STASSINOS.



Contrat de quasi-régie

Attractivité du territoire, promotion et développement du rayonnement économique, culturel, sportif et touristique

Gestion du bureau des congrès et des tournages et du tiers-lieu cinéma

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, dont le siège social est situé 107, Bd Henri Fabre - CS 30536 - 83041 TOULON Cedex 9, SIRET : 248 300 543 00217 - APE : 8311Z, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité aux fins de signature des présentes par délibération du Bureau Métropolitain n° du ,
ci-après dénommée **la Métropole**

D'UNE PART,

ET

La société SPL Toulon Métropole Evènements et Congrès, société anonyme à conseil d'administration au capital de 250 000€, dont le siège social est situé Allée De Besagne - Palais des Congrès Neptune, 83000 Toulon, SIRET : 912 800 968, représentée par son Directeur, Monsieur Robert ALBERGUCCI,
ci-après dénommée **la SPL**

D'AUTRE PART,

SOMMAIRE

1. OBJET et FORME DU CONTRAT	3
2. PIECES CONTRACTUELLES.....	3
3. DUREE.....	3
4. MISSIONS CONFIEES A LA SPL	4
4.1- PRINCIPES GENERAUX	4
4.2- MISE EN œuvre DES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC	4
4.2.1 bureau des TOURNAGES	4
4.2.2 ORGANISATION DE CONCERTS ET DE SPECTACLES	6
4.2.3 Animation du territoire	7
5. GOUVERNANCE DU CONTRAT	7
5.1. COMITE DE SUIVI	7
5.2. RAPPORTS D'INFORMATION	8
6. DISPOSITIONS FINANCIERES	11
6.1. compensation financiere.....	11
6.2. modalités de paiement de la compensation financiere	12
7. ASSURANCES	13
8. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	14
9. RESILIATION.....	14
10. ANNEXES.....	15

1. OBJET et FORME DU CONTRAT

Le présent contrat est un contrat de quasi-régie en application de l'article L2511-3 du Code de la Commande Publique.

L'objet du contrat est la réalisation de prestations de services au bénéfice de la Métropole par la SPL TOULON METROPOLE EVENEMENTS ET CONGRES, concourant à la réalisation des missions de service public relevant des compétences de la Métropole et dans le respect de l'objet social de la SPL créée à cette fin, dont la Métropole est actionnaire et sur laquelle elle exerce un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services.

Ainsi, la Métropole décide de confier à la SPL TOULON METROPOLE EVENEMENTS ET CONGRES l'exécution des missions prévues à l'article 4 du présent contrat.

La SPL assurera l'exécution de ces missions, sous le contrôle de la Métropole, conformément aux articles 5 et 6 du règlement intérieur de la SPL, et du Comité de Suivi propre au présent contrat de quasi-régie, notamment les dispositions de l'article 5.

La SPL s'engage à réaliser les prestations définies à l'article 4 en contrepartie du versement de la compensation financière fixée à l'article 6 du présent contrat et, le cas échéant, de la perception des rémunérations autorisées auprès des tiers.

2. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles sont les suivantes :

- Le présent contrat

Et ses annexes :

- Le programme annuel prévisionnel pour l'année 2024
- Le compte prévisionnel annuel d'exploitation 2024
- Le projet d'exploitation
- Le plan d'actions commerciales
- Les annexes prévues au présent contrat dans le cadre de son exécution.

Le présent contrat et l'ensemble de ses annexes ont la même valeur contractuelle. Toutefois, en cas de contradiction entre ces différents documents, les stipulations du contrat prévalent.

3. DUREE

Le contrat est conclu pour une durée de 12 mois (1 an) à compter du 1^{er} janvier 2024 (date d'entrée en vigueur du contrat), soit un terme fixé le 31 décembre 2024 minuit.

4. MISSIONS CONFIEES A LA SPL

4.1- PRINCIPES GENERAUX

Par la présente convention, la Métropole charge la SPL de la réalisation des missions concourant au développement et à l'attractivité du territoire définies aux articles suivants.

La SPL participe à la mise en œuvre des politiques de promotion du territoire et met en œuvre toutes les actions nécessaires afin d'améliorer la visibilité, la notoriété et l'image de la Métropole auprès des publics cibles (touristes, porteurs de projets économiques, etc.).

L'ensemble des missions précisées ci-après relève d'une externalisation décidée par la Métropole, de fonctions de service public relevant de ses compétences en matière d'attractivité du territoire.

Ces missions sont mises en œuvre et compensées financièrement dans les conditions des articles 5 et 6.

La SPL devra respecter les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'ensemble des activités et missions objets du présent contrat.

Elle devra également obtenir toutes les autorisations administratives nécessaires relatives à l'ensemble des activités et missions objets du présent contrat.

Conformément à ces principes, la SPL s'engage à mettre en œuvre le projet d'exploitation et à développer le plan d'actions figurant en annexe du présent contrat (Annexe 1).

La SPL doit exploiter le service en professionnel compétent et y apporter tout son temps et ses soins de manière à le faire prospérer. Elle s'engage également à observer une stricte neutralité et à assurer l'égalité de traitement de tous les usagers devant le service public.

Si la SPL fait appel à un tiers pour exécuter une partie des prestations faisant l'objet du contrat, elle demeure personnellement responsable de l'exécution de l'ensemble des obligations résultant du contrat.

Pour permettre à la Métropole d'exercer son contrôle sur ce point, dans le cadre du Comité de suivi, la SPL devra :

- lui rendre compte des actions qu'elle aura menées pour chaque mission confiée,
- lui fournir l'état prévisionnel de ses actions chaque début d'exercice, et le bilan en fin d'exercice.

4.2- MISE EN ŒUVRE DES OBLIGATIONS DE SERVICE PUBLIC

4.2.1 BUREAU DES TOURNAGES

La Métropole définit et pilote les grandes orientations stratégiques en matière de développement de la filière cinéma et audiovisuel. Dans ce cadre, elle anime le Bureau des Tournages sur le territoire, elle développe les partenariats avec les instances locales, régionales et nationales du cinéma et de l'audiovisuel, elle pilote les actions de communication et de promotion du territoire et attribue des

aides économiques dans le cadre du fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle.

Le Bureau des Tournages est un service métropolitain à disposition des sociétés de productions cinématographiques, audiovisuelles et publicitaires souhaitant organiser des tournages sur le territoire de la Métropole que ce soit dans le domaine de la fiction, du documentaire ou de la publicité.

La SPL contribue à l'animation du Bureau des Tournages de la Métropole à travers la réalisation des missions suivantes.

Accueil physique au Bureau des Tournages situé Place Besagne à Toulon

La SPL assure l'ouverture du Bureau des Tournages tous les jours, sauf le 25 décembre et le 1^{er} janvier de 9h à 17h. Il y est assuré l'accueil du public en vue de délivrer des informations.

Accueil et informations téléphoniques, postaux et numériques

Un service de réponse aux appels téléphoniques, courriers, courriels et télécopie est assuré par la SPL avec une obligation de réponse dans les 7 jours suivant la réception d'une demande écrite.

Accompagnement des équipes techniques

La SPL accompagne gratuitement les équipes techniques en matière de logistique tout au long de la préparation (visites des lieux gérés par la SPL, mises en relation avec les prestataires locaux et les services administratifs obligatoires...) et pendant le tournage pour assurer leur bon déroulement.

Le Hangar

La SPL exploite le « Hangar » situé 145, avenue commandant Marchand, secteur Cour de Nice à Toulon. Elle exécute le contrat de bail passé avec la SNCF, propriétaire.

Le Hangar est destiné à être mis à disposition des sociétés de tournages, pour y stocker leur matériel et y installer leurs bureaux. Les associations et structures en charge de l'animation de la filière cinéma et audiovisuel du territoire peuvent également bénéficier d'une mise à disposition.

Cette prestation est rendue à titre onéreux par la SPL selon un tarif proposé par la SPL et validé par la Métropole. Pour l'année 2024, les tarifs pour la mise à disposition de ce tiers-lieu sont indiqués dans l'annexe 3. Il peut être décidé, au regard de l'intérêt du projet ou de considération d'intérêt général, de moduler ces tarifs ou d'accorder exceptionnellement la gratuité.

La SPL assure la gestion de la disponibilité et de l'optimisation des espaces. Elle conclut les conventions de mise à disposition des lieux et encaisse les loyers.

Promotion

Le Bureau des Tournages réalise la promotion du territoire en France et à l'international afin d'attirer des tournages.

A ce titre, la SPL participe à :

- La production de documents de communication sous tout format et support ;
- L'organisation de rencontres professionnelles, de festivals ou tous événements locaux liés au cinéma et à l'audiovisuel organisés par le bureau des tournages ;
- L'organisation de reper-tours : visites à destination des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel permettant de présenter le potentiel du territoire en matière de décors et de services.

Elle souscrit également tous les abonnements auprès des diffuseurs de presse spécialisée sur demande de la Métropole.

Gestion immobilière

La SPL loue les locaux du Bureau des Tournages situé place Besagne ainsi que le Tiers-Lieu Cinéma. Pour ces biens immobiliers, et ceux qui pourraient s'y ajouter, la SPL prend en charge l'ensemble des actes de gestion et notamment :

- La gestion intégrale des locaux (conclusion du bail : loyers et accessoires, assurances, charges locatives, accès aux énergies et réseaux),
- L'aménagement (mobilier, matériel informatique, ...) et l'entretien (nettoyage, maintenance des équipements, ...).

La Métropole ne pourra en aucun cas être mise en cause pour tout dommage découlant de l'état des biens immobiliers pris en charge par la SPL.

4.2.2 ORGANISATION DE CONCERTS ET DE SPECTACLES

La SPL prend en charge l'organisation de concerts et de spectacles qui lui sont confiés par la Métropole.

Le programme annuel proposé par la SPL et validé par la Métropole précisera pour chaque année le type et le nombre de manifestations concernées.

La SPL devra proposer une programmation culturelle variée permettant l'accès au plus grand nombre, en assurant une cohérence avec l'offre culturelle de la Métropole et des autres établissements locaux.

Dans le cadre de cette mission de service public, les spectacles et concerts seront gratuits pour les spectateurs.

La SPL devra s'assurer de la qualité des manifestations, qui ne devront pas nuire à l'image de la Métropole.

Elle devra s'assurer de la cohérence des manifestations qu'elle accueille. En particulier, elle devra veiller à ne pas faire concurrence à la programmation culturelle existante sur le territoire de la Métropole.

La SPL doit faire preuve d'une bonne connaissance des acteurs culturels et associatifs locaux afin de mettre en œuvre une collaboration active et assurer la cohérence et la diversité de l'offre culturelle territoriale.

Elle s'engage à participer à la demande de la Métropole aux réunions ou commissions qui pourraient avoir lieu pour la coordination et la mise en œuvre de la politique culturelle locale.

Accueil du public

La SPL est tenue d'organiser, les jours de spectacles ou manifestations, l'accueil du public de manière à assurer, en fonction de la nature et de la capacité du spectacle, la sécurité optimale des personnes. Elle s'engage à élaborer un partenariat avec la Métropole et à entretenir une politique d'accueil et d'information des différents publics durant toute l'année en veillant notamment à apporter toutes aides nécessaires aux personnes handicapées et à mobilité réduite.

Elle s'engage à mettre en place et à maintenir, à ses frais, une signalétique efficace à destination du public et de la production.

Informations relatives à la programmation

La Métropole autorise la SPL à faire apparaître de la publicité à caractère commercial aux emplacements réservés à cet usage.

La Métropole disposera, aux endroits qu'elle souhaite, d'emplacements comportant sa dénomination et son logo sans qu'il n'en résulte aucun droit à compensation ou à indemnité pour la SPL.

La SPL s'engage, par ailleurs, à recevoir et à mettre à disposition du public une information sur la programmation des autres équipements culturels de la Métropole ainsi que de réaliser la promotion du territoire.

4.2.3 ANIMATION DU TERRITOIRE

La SPL prend en charge l'organisation d'événements économiques, culturels, touristiques, sportifs, académiques et universitaires relevant de la compétence de la Métropole, sur le territoire métropolitain, à rayonnement régional, national et international décidés par la Métropole.

Le programme annuel arrêté par la Métropole détaille le type et le nombre de ces manifestations.

Dans le cadre de cette mission, la SPL aura à :

- Apporter une expertise sur la création de salons et d'événements (conférences, salons professionnels, concerts, etc...),
- Organiser des rencontres professionnelles, des salons et des événements économiques, culturels, touristiques, sportifs, académiques et universitaires sur le territoire métropolitain, à rayonnement régional, national et international décidés par la Métropole : accueil des participants (hébergement, restauration, transports), participation à l'organisation de l'événement en lien avec les services de la Métropole, gestion de la mise à disposition des équipements publics, animation et festivités autour des événements,
- Organiser les cérémonies de remise de prix organisées par la Métropole dans le cadre de concours à destination du monde économique, touristique, culturel, sportif et académique,
- Organiser les manifestations inaugurales des projets métropolitains structurants,
- Faire la promotion du tourisme d'affaires sur le territoire de la ville de Toulon en lien avec la compétence générale tourisme d'affaires de la Métropole.

5. GOUVERNANCE DU CONTRAT

5.1. COMITE DE SUIVI

Le comité de suivi est composé du Directeur Général Adjoint de la Métropole chargé de l'attractivité et du développement économique et du Directeur Général de la SPL.

Il a pour objet de contrôler l'exécution du contrat de quasi-régie en exerçant un contrôle renforcé sur les prestations exécutées par la SPL.

Ce contrôle porte sur la mise en œuvre du programme de développement et des actions de la SPL, la mise en œuvre de l'entretien-maintenance, et le contrôle de l'exécution financière du contrat par la SPL.

Le comité de suivi est propre à l'exécution du présent contrat et ne se confond pas avec le comité de contrôle analogue défini à l'article 6 du règlement intérieur de la SPL.

Il est placé sous la direction du représentant de la Métropole qui adresse la convocation et l'ordre du jour du comité. Il se réunit tous les semestres postérieurement à la présentation par la SPL des rapports d'information prévus à l'article 5.2.

5.2. RAPPORTS D'INFORMATION

5.2.1 RAPPORT DEFINITIF ANNUEL

La SPL produit avant le 1^{er} juin 2025, un rapport définitif annuel. Le rapport porte sur l'exécution du présent contrat sur l'année 2024.

Ce rapport est examiné et présenté au cours des Comités de Suivi.

Le rapport annuel comprendra les volets suivants :

A - Volet exploitation et gestion

- La présentation de l'activité pour l'année écoulée : nombre et type de manifestations au regard de la stratégie développée
- Le calendrier de manifestations de l'exercice avec l'identification, la durée, le rayonnement, l'audience de chaque manifestation
- La déclinaison des offres de services pour chaque mission
- Un bilan des actions engagées en termes de communication
- Le traitement des réclamations formulées par les usagers
- Un organigramme général détaillé de la société indiquant le personnel directement affecté à l'exécution du contrat (à plein temps ou avec une clef d'affectation)
- Les mouvements de personnel de l'année écoulée et la prévision des mouvements pour l'exercice en cours
- La liste des opérations d'entretien et de maintenance mises en œuvre et le détail des opérations programmées à venir
- Un rapport de gestion explicatif de la situation de l'année et les évolutions constatées
- Les actions envisagées pour améliorer ou adapter la qualité des prestations par type de mission

B - Volet financier

- Le compte annuel de résultat de l'exploitation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure
- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée
- Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation, comportant notamment une description des biens
- L'inventaire actualisé des biens mobiliers et immobiliers
- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés au contrat et nécessaires à la continuité de l'exploitation
- Les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution
- Le détail des autres recettes d'exploitation perçues

Les activités de la SPL font l'objet d'une comptabilité analytique spécifique, conforme au plan comptable applicable en la matière.

La comptabilité doit être conforme aux règles en vigueur, et doit également permettre la vérification des dispositions de la présente convention, notamment des clefs de répartition imputées au titre des charges fixes.

5.2.2 RAPPORT DU MANDATAIRE

Conformément au décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 pris en application du quatorzième alinéa de l'article L. 1524-5 du CGCT, modifié par l'article 210 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022, le rapport du mandataire est soumis à l'organe délibérant des collectivités territoriales actionnaires de la SPL. Il a pour objectif de donner aux membres de l'organe délibérant une information complète sur l'entreprise, de nature à assurer la transparence de son fonctionnement et permettre son contrôle.

Le rapport comprend les informations suivantes :

- 1 - Une présentation de la société rappelant son historique, son objet social, ses domaines d'activité, l'adresse de son siège social, le nombre de ses salariés, la répartition de son capital, l'organisation de sa gouvernance, les noms du président, du directeur général et des administrateurs, en identifiant ceux qui représentent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire, les principales activités et opérations de l'année écoulée en identifiant celles qui concernent la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire et ses perspectives de développement
- 2 - L'état des relations entre la collectivité territoriale ou le groupement actionnaire et la société, listant les contrats, apports en compte courant d'associés, garanties d'emprunt et aides octroyées

au titre du développement économique ou tout autre concours financier, et précisant pour chacun d'eux leur objet, leur montant et, le cas échéant, le secteur d'activité dont ils relèvent

3 - Les modifications des statuts effectuées dans l'année en conservant l'historique des cinq dernières années

4 - Les évolutions de l'actionnariat intervenues dans l'année en conservant l'historique des cinq dernières années

5 - L'état de l'ensemble des participations de la société, directes et indirectes, au sens de l'article L. 233-4 du code de commerce, au capital d'autres sociétés ou groupements d'intérêt économique, mentionnant le montant de la participation, la part de capital détenue, le domaine d'activité de la société faisant l'objet de la prise de participation, le motif de cette prise de participation et l'identification des représentants de la société au conseil d'administration ou de surveillance de cette société

6 - La description des principaux risques et incertitudes d'ordre financier, juridique, technique ou conjoncturel auxquels la société d'économie mixte est confrontée, et le cas échéant leur traitement

7 - L'état des procédures de prévention et de détection des faits d'atteinte à la probité mises en oeuvre par la société dans le cadre de l'article 17 de la loi no 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de l'activité économique et, le cas échéant, de celles mises en oeuvre dans le cadre du 3° de l'article 3 de cette même loi

8 - Une information sur les contrôles éventuels dont la société fait l'objet

9 - Les modalités d'exercice du contrôle analogue pour les sociétés publiques locales

10 - Le bilan de la gouvernance des élus précisant le nombre et la date des conseils d'administration ou de surveillance et des assemblées générales, le taux de présence des représentants de la collectivité territoriale ou du groupement actionnaire à chaque instance. Ce bilan pourra comprendre, le cas échéant, une synthèse des positions prises par ces représentants sur les décisions stratégiques présentant un impact important pour la société, son projet ou la collectivité actionnaire et le signalement des positions de ces représentants non suivies dans chacune de ces instances

11 - Les éléments de rémunération, fixes, variables et exceptionnels, ainsi que les avantages en nature accordés aux représentants de la collectivité territoriale ou du groupement ainsi qu'aux mandataires sociaux

12 - La situation financière de la société, le cas échéant consolidée, rappelant le montant du chiffre d'affaires, des produits et charges d'exploitation, dont les charges salariales, du bénéfice ou des pertes de l'exercice, des capitaux propres, du bilan, de la situation de trésorerie et du niveau d'endettement

13 - La répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité de la société et, s'il est disponible, du résultat selon les mêmes modalités

14 - Pour les sociétés d'économie mixte, la répartition du chiffre d'affaires distinguant la part d'activité exercée pour le compte des actionnaires, celle exercée pour le compte d'autres personnes publiques ou privées non actionnaires et celle relevant des opérations pour compte propre

Les informations demandées au titre des 1° à 14° du sont renseignées sans préjudice des informations protégées par l'article L. 151-1 du code de commerce ou présentant un caractère confidentiel et donné comme telles en application, selon le cas, de l'article L. 225-37 ou de l'article

L. 225-92 de ce même code. Lorsque certaines informations sont concernées par l'un des cas ci-dessus, le rapport le mentionne et renseigne le point concerné sous une forme adaptée.

6. DISPOSITIONS FINANCIERES

6.1. COMPENSATION FINANCIERE

En contrepartie des missions réalisées par la SPL au titre du présent contrat, la Métropole lui verse une compensation financière.

Le montant de la compensation à verser au titre de l'année 2024 est fixé en fonction du programme prévisionnel annuel convenu entre la SPL et TPM et des documents comptables associés.

Le compte d'exploitation prévisionnel fourni par la SPL tient compte du programme annuel défini par la Métropole et des recettes de toute nature, perçues dans le cadre de son activité, à savoir :

- tarifs et redevances perçus auprès des sociétés de production et autres,
- recettes des utilisateurs d'emplacements à caractère publicitaire et de merchandising pour les recettes afférentes,
- autres recettes liées à l'exploitation, recettes complémentaires ou accessoires (telles que bar, produits dérivés), les conditions tarifaires appliquées aux buvettes...,
- recettes tirées indirectement de l'exploitation (produits financiers, indemnités d'assurance sauf reversement de celles correspondant à des sinistres dont la réparation aura été prise en charge par la Métropole, produits exceptionnels),
- par toute contribution versée par tout organisme quel qu'il soit (par exemple : partenariat, mécénat, subvention ...).

La SPL fait son affaire personnelle de la réalisation des recettes prévues dans son compte d'exploitation prévisionnel et ne peut en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole en cas de non-réalisation.

Pour la bonne exécution de ses missions, la SPL supporte l'ensemble des charges liées à ses activités. Parmi celles-ci, peuvent notamment être citées, sans que la liste ci-après soit exhaustive :

- Les charges liées à l'emploi des personnels permanents et non permanents,
- Les loyers et autres charges locatives ;
- Les charges d'entretien des locaux ;
- Les charges de maintenance ;
- Les charges liées aux fluides ;
- Les charges d'assurances ;
- Les coûts de gardiennage et de sécurité ;
- Les charges de fonctionnement administratif ;
- Les charges de publicité, promotion et communication ;

- Les impôts et taxes de toute nature ainsi que les redevances éventuellement dues en contrepartie de l'occupation du domaine public par la SPL pour l'exécution du présent contrat.

Pour l'année 2024, le montant maximal de la compensation est de **566 297,00 € TTC** conformément au programme prévisionnel annuel et au compte prévisionnel d'exploitation annexés.

6.2. MODIFICATION DE LA PROGRAMMATION ANNUELLE ET DU COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNELS EN COURS D'EXECUTION DU CONTRAT

Des modifications peuvent être apportées par la Métropole au programme annuel en cours d'année.

Le montant maximal de la compensation peut être révisé, pour tenir compte de ces modifications ou de la prise en compte de dépenses imprévisibles à caractère obligatoire.

Toute modification fera l'objet d'un avenant au contrat initial. Il appartient à la SPL de présenter le nouveau programme annuel prévisionnel et/ou le nouveau compte d'exploitation prévisionnel, modifié après arbitrage.

6.2.1 ARBITRAGE RECOURS A LA SPL

Toute demande de modification du programme annuel doit faire l'objet d'un arbitrage.

La direction demandeuse doit produire la fiche ci-annexée (annexe 4) en lien avec la SPL qui la transmet à la DGA Economie, Innovation et Attractivité Territoriale, gestionnaire des contrats de quasi-régie conclus avec la SPL. La demande doit être suffisamment motivée et détaillée (origine de la demande, impact sur le territoire, nature des prestations, ...) et budgétée (ensemble des dépenses et recettes prévisionnelles) pour permettre à l'exécutif de la valider ou la rejeter.

6.2.2 ARBITRAGE PRISE EN COMPTE DE DEPENSES IMPREVUES

Toute dépense supplémentaire à caractère obligatoire, liée à la réalisation d'un événement prévu dans le programme annuel initial, entraînant la modification du budget de cet événement, et par voie de conséquence celle du compte d'exploitation annuel, devra être portée à la connaissance de la DGA Economie, Innovation et Attractivité et devra être accompagnée d'une proposition d'économie à réaliser en contrepartie sur les autres postes de dépenses, soit de l'événement concerné, soit du compte d'exploitation, pour limiter ou neutraliser l'impact sur le montant de la compensation annuelle.

6.3. MODALITES DE PAIEMENT DE LA COMPENSATION FINANCIERE

Le versement de la compensation se fera de la manière suivante :

- Un premier versement de **95 %** du montant de la compensation définie à l'article 6.1, soit **537 982,15 € TTC**, interviendra à la signature du présent contrat par les parties.

- Le solde, soit **28 314,85 € TTC**, sera versé au visa d'un compte annuel d'exploitation détaillé relatif aux missions définies à l'article 4. Ce compte annuel d'exploitation arrêté et certifié par les commissaires aux comptes de la SPL, et leur rapport ainsi que le compte de résultat et le bilan certifié devront être transmis à la SPL au plus tard le 1^{er} juillet 2025.

En cas de prise d'avenants dans le courant de l'année :

- Un versement de 95 % du montant de l'avenant à sa signature, pour chaque avenant
- Le solde du ou des avenants interviendra en même temps que le solde du contrat initial

L'examen des comptes annuels et du compte annuel d'exploitation permettra à la Métropole de s'assurer que le montant de la compensation initiale, éventuellement complétée par la prise d'avenants en cours d'exécution du contrat, couvre strictement les coûts des missions réalisées. Ces documents seront annexés au présent contrat.

Dans l'hypothèse où les versements déjà réalisés correspondent au coût total annuel effectivement supporté par la SPL, avenants compris, le montant total de la compensation est arrêté au titre de l'année concernée et la SPL ne perçoit pas de solde.

Si les versements excèdent le coût total annuel effectivement supporté, avenants compris, la SPL rembourse sans délai et sans qu'il soit nécessaire d'émettre un titre de recettes à la Métropole les sommes correspondant au trop-versé. Le montant total de la compensation est arrêté en conséquence.

Dans le cas inverse, la Métropole fait au bénéfice de la SPL le versement du solde correspondant au coût total annuel effectif ressortant du compte annuel d'exploitation détaillé ci-dessus, avenants compris, diminué des versements intervenus. Le montant total de la compensation est arrêté en conséquence. En tout état de cause, il ne dépassera pas le montant voté annuellement par la Métropole et modifié, le cas échéant, en cas de modification de programme. Le paiement du solde interviendra dans les meilleurs délais après la tenue de la réunion du Comité de suivi, et au plus tard le 30 septembre 2025.

Les sommes sont mandatées par la Métropole sur le compte de la SPL.

7. ASSURANCES

La S.P.L. contracte à ses frais, toutes les assurances utiles en vue de garantir sa responsabilité aussi bien au regard des activités organisées par elle qu'au regard des biens mis à sa disposition ou qu'elle occupe.

Pendant toute la durée de la convention, la S.P.L. est seule responsable à l'égard des tiers des dommages causés par la gestion et l'exploitation des installations provisoires installés en exécution de ses missions, et par les équipements qu'elle exploite ou les événements qu'elle organise, tels que définis par le présent contrat.

A cet égard, elle a l'obligation de souscrire les polices d'assurance suivantes :

- Assurance responsabilité civile : elle a pour objet de couvrir la S.P.L. des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, qu'elle est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.

- Assurance de dommage aux biens : cette assurance est souscrite par la S.P.L. pour son propre compte en tant qu'utilisateur des biens mis à disposition.

A ce titre, elle est tenue de garantir, à ses frais, les ouvrages, installations et matériels contre les vols, détournements, dégradations, bris, détériorations de matériels ou destructions de toute nature et de toute origine y compris l'incendie.

Les franchises sont intégralement à la charge de la S.P.L.

La S.P.L. présente à la Métropole la copie des divers contrats et attestations d'assurance lors de la prise d'effet du contrat et ensuite, annuellement, lors de la production du rapport annuel mentionné à l'article 5.2 du présent contrat.

Les polices d'assurance conclues par la S.P.L. doivent expressément mentionner que les compagnies d'assurance s'engagent à ne résilier les polices pour retard de paiement des primes qu'après avoir mis en demeure la Métropole de se substituer dans le paiement desdites primes dans un délai de 15 jours calendaires, et ce, sans préjudice des éventuels recours exercés par la collectivité à l'encontre de la S.P.L.

Ces attestations d'assurance devront faire apparaître :

- le nom de la compagnie d'assurance,
- les activités garanties,
- les risques garantis,
- les montants de garanties,
- les montants des franchises et plafonds des garanties,
- les exclusions,
- la période de validité.

Toutes modifications du niveau de garanties doivent faire l'objet d'une communication à la Métropole par lettre recommandée avec accusé de réception qui devra faire connaître son avis dans un délai maximum de 2 mois à compter de la réception de la proposition modificative. Passé ce délai, la Métropole est réputée avoir donné son accord.

8. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Il sera fait application du CCAG-FCS.

9. RESILIATION

Les dispositions afférentes à la résiliation sont celles :

- du Code de la Commande publique
- du CCAG-FCS.

10. ANNEXES

Le présent contrat comporte quatre (4) annexes :

- La Programmation événementielle de l'année 2024 (annexe 1) ;
- Le compte prévisionnel d'exploitation de l'année 2024 (annexe 2) ;
- Les tarifs 2024 de la mise à disposition du tiers lieu (annexe 3) ;
- Fiche « arbitrage recours à la SPL » (annexe 4).

Les annexes font partie intégrante du présent contrat.

Fait à Toulon, le

Pour la Métropole

Toulon Provence Méditerranée,

Pour la Société Publique Locale

**Toulon Métropole Evénements et
Congrès**

Jean-Pierre GIRAN

Le Président

Robert ALBERGUCCI

Le Directeur Général

Programme annuel prévisionnel 2024 :

1. Bureau des Tournages :

Mise en œuvre des missions prévues à l'article 4.2.1 de la convention.

Sont notamment prévues en 2024 :

- Organisation d'1 repertour en fin d'année
- Organisation d'avant-premières en fonction des opportunités ;
- Préparation et assistance Tournages
- Repérage et assistance technique Tournages divers ;
- Production et impression des documents de communication.

D'autres projets pourront être menés en fonction des opportunités générées par l'action de la SPL en matière de promotion des tournages.

2. Animation du territoire

La SPL prend en charge l'organisation et l'accueil de la cérémonie de Trophées dans un lieu adapté (Automne 2024)

Il s'agit de la Troisième édition de cette manifestation dont l'objectif est de mettre en valeur les réussites économiques du territoire et l'innovation.



COMPTE PREVISIONNEL D'EXPLOITATION 2024

Montant TTC

1- Tournages		
1.1 Bureau des Tournages		
	Location	70 000.00 €
	Assurances	5 230.00 €
	Fluides	6 900.00 €
	Fournitures	3 000.00 €
	Entretien, Travaux, contrôles	4 250.00 €
1.2 Tiers Lieu		
	Location	148 000.00 €
	Assurances	1 400.00 €
	Fluides	4 200.00 €
	Fournitures	1 200.00 €
	Entretien, Travaux, contrôles	9 600.00 €
1.3 Reper Tour		
	Hébergements	3 004.19 €
	Transports	2 050.00 €
	Divers	12 945.81 €
Total Tournages		271 780.00 €
2- PROMOTION, RAYONNEMENT		
2.3 Trophées de l'économie		
	Technique (Dont bache fond de scène)	15 200.00 €
	Autres(location, petits matériels)	2 000.00 €
	Traiteur	12 200.00 €
	Sécurité	600.00 €
		30 000.00 €
2.6 Expertise, Promotion, Administration		
	Masse salariale fixe	85 000.00 €
	Frais généraux	156 277.00 €
	Marge 3.5% sur manifestations	23 240.00 €
		264 517.00 €
Total Promotion, Rayonnement		294 517.00 €
Total Compensation Année 2024		566 297.00 €

CONTRAT DE QUASI REGIE 2024 – ANNEXE 3

TARIFS LOCATION HANGAR				
	Journée	Semaine	Mois	Trimestre
TOTALITE DU BATIMENT (bureau et stockage)	200 €	1 200 €	4 500 €	10 000 €
	<i>Prix journée</i>			
		171,43 €	150,00 €	109,89 €
		-14,29%	-12,50%	-26,74%
MOITIE DU BATIMENT bureau et stockage)	110 €	650 €	2 500 €	6 000 €
	<i>Prix journée</i>			
		92,86 €	83,33 €	65,93 €
		-15,58%	-10,26%	-20,88%
TOTALITE STOCKAGE	150 €	800 €	2 800 €	7 000 €
	<i>Prix journée</i>			
		114,29 €	93,33 €	76,92 €
		-23,81%	-18,33%	-17,58%
MOITIE STOCKAGE	70 €	400 €	1 200 €	3 000 €
	<i>Prix journée</i>			
		57,14 €	40,00 €	32,97 €
		-18,37%	-30,00%	-17,58%
TOTALITE BUREAU	80 €	500 €	2 000 €	5 500 €
	<i>Prix journée</i>			
		71,43 €	66,67 €	60,44 €
		-10,71%	-6,67%	-9,34%
MOITIE BUREAU Avec cantine	50 €	300 €	1 100 €	3 000 €
	<i>Prix journée</i>			
		42,86 €	36,67 €	32,97 €
		-14,29%	-14,44%	-10,09%
MOITIE BUREAU Sans cantine	40 €	250 €	900 €	2 500 €
	<i>Prix journée</i>			
		35,71 €	30,00 €	27,47 €
		-10,71%	-16,00%	-8,42%

	D.G.A. ECONOMIE, INNOVATION ET ATTRACTIVITE TERRITORIALE	ARBITRAGE RECOURS A LA SPL TOULON METROPOLE EVENEMENTS ET CONGRES	
Direction demandeuse : Référent de la demande : Coordonnées :			
⇒ Définition du besoin :			
⇒ Origine de la demande, présentation du projet (vous pouvez joindre une note) :			
⇒ Estimation du budget prévisionnel de l'action détaillée par poste de dépense et identification des crédits sur le BP en cours de la Métropole (Opération, Nomenclature fonctionnelle) :			
⇒ Date de réalisation de l'évènement :			
VISA DE LA SPL TMEC			
Date – signature			
CIRCUIT DE VALIDATION PREALABLE OBLIGATOIRE			
Validation DGA de la direction demandeuse	Date - signature		
PARTIE RESERVEE DGA ECONOMIE, INNOVATION ET ATTRACTIVITE TERRITORIALE			
Arbitrage préalable DGA EIAT chargée de l'instruction de la demande	Avis défavorable (motifs) :		
	Avis favorable :		
VALIDATION D.G.S.			
Date - signature			

Fiche établie avec la SPL pour transmission circuit de validation DGA ECONOMIE, INNOVATION ET ATTRACTIVITE TERRITORIALE.

☛ Fiche complétée et signée à joindre par la SPL TMEC à tout projet d'avenant au contrat de quasi-régie en cours.

